



Dr. Olivier Burette

De tout temps, Genève fut une ville de rencontres internationales, et par un temps superbe ce mercredi 16 juin 2021, la cité helvétique fut de nouveau la capitale de la diplomatie mondiale puisque le nouveau président des États-Unis, le démocrate Joe Biden, a eu sa première entrevue avec Vladimir Poutine, maître incontesté de la Russie depuis plus d'une vingtaine d'années. La rupture de style fut le premier élément le plus équivoque. En effet, comment oublier les postures diverses et triblionnes d'un Trump face à un Kremlin que l'on présentait alors comme plus manipulateur que jamais ?

La plupart des commentateurs devaient aussi rappeler que c'est à Genève qu'eut lieu l'une des premières rencontres entre Gorbatchev et Reagan en 1986 dans le cadre des débuts de la fin de la guerre froide. Rappelons-nous alors de la situation de l'époque où l'on ne savait rien ou presque de ce jeune Gorbatchev (54 ans à peine lors de son arrivée au pouvoir en 1985), héritier d'une guerre froide qui avait connu des phases critiques lors des dernières années, et où Reagan, champion du « trumpisme » de l'époque, ancien acteur de western à Hollywood, puis gouverneur de Californie, avait sans hésité qualifié l'URSS d'« Empire du mal » quelques années auparavant (1983).

Après la montée des tensions en 2021 — le président Joe Biden a notamment qualifié Vladimir Poutine de « tueur », tandis que de vives tensions en mer

Nouvelle détente ? Nouvelle guerre froide ?

État des lieux après le sommet de Genève Poutine - Biden du 16 juin

Noire en avril dernier ont été observées en marge de la guerre du Donbass —, le monde ne pouvait que saluer le dialogue retrouvé. Même si peu de détails ont filtré de cet entretien bilatéral, il est apparu que de part et d'autre on devait poser les « lignes rouges » à ne pas franchir entre les deux États. Pour les États-Unis : pas d'ingérence d'ordre informatique-cybernétique provenant de Moscou, ce qui fait notamment écho au fait que les services russes auraient permis la victoire de Trump en divulguant de fausses informations sur Hillary Clinton, son opposante démocrate dans la course à la présidentielle. Pour Moscou : un rappel très clair des limites des zones d'influences « traditionnelles » des deux « superpuissances », notamment en Europe, pas de discussion sur la réannexion de la Crimée, suivre les choix initiaux pour sortir de la guerre du Donbass, pas de nouvelles extensions des adhésions à l'OTAN en Europe — soit un « non » aux candidatures moldave et ukrainienne par exemple.

Ces lignes rouges sont apparues clairement lors de l'entrevue de Genève, et si Biden ne donna pas de conférence de presse — il l'avait annoncé au préalable —, celle que donna Poutine résume assez bien ces points ainsi que les analyses des divers observateurs.

À présent, la question concerne la suite, car tout ne se limite pas à une sorte de nouvelle « vraie fausse guerre froide européenne » et le monde n'est plus bipolaire, mais multipolaire et très complexe à gérer. Est-ce pour cela que la Russie est toujours cette « simple puissance régionale » qu'évoquait Barack Obama lors d'un discours en 2014 ?

Il est clair que depuis le rythme des relations internationales s'est encore accéléré et que les enjeux ont encore changé, ce qui a aussi permis de réintroduire la Russie dans d'autres zones d'influences (Libye, Syrie, Arménie). Ceci fera certainement partie des enjeux de ces nouveaux équilibres internationaux auquel Genève a ouvert la voie ainsi que toute la série de rencontres internationales qui ont eu lieu entre la fin juin et le début juillet de cette année.

Moscou reste en tout état de cause très cabré sur les lignes rouges qu'il a pu montrer tant en Asie centrale que dans le cœur de la « vieille Europe ». D'autres événements amèneront sans doute le Kremlin à affiner encore cette carte. Et, rappelons-le, même s'ils ont beaucoup évolué notamment en ce qui concerne les peuples d'origines albanaises, les Balkans demeurent une zone instable et précisément l'une de ces fameuses

lignes rouges, points de télescopes stratégiques de ce temps des « grandes et moyennes puissances ».

Si l'on regarde au-delà, il y a l'Asie et ses enjeux dont le point le plus épineux reste celui de Taiwan, tandis que la Chine, qui vient de fêter les 100 ans du PCC, sera plus que jamais une des données des relations internationales de ces années 20 qui commencent...

Du point de vue russo-américain, on peut dire, pour simplifier, que Biden demande à ce que l'on solde la « période Trump » beaucoup trop illisible et triblionne qui perturba tout le système diplomatique. Sur cette base et à partir de l'établissement d'un principe de non-ingérence clair et net, notamment dans les affaires électorales des pays concernés, des relations de bon voisinage pourraient alors être établies.

Côté russe, les lignes rouges semblent avoir été définies le plus clairement possible par Moscou et toutes formes de coopération seraient souhaitables afin d'éviter de sortir des nouveaux cadres définis. On notera comme grand symbole que les échanges de diplomates entre les deux pays ont repris à la suite de cette conférence de Genève. Ceci ne peut être que d'excellents signes de revoir les ambassades rouvrir à Washington et Moscou.

Cela sera donc la tâche et tout l'art de Sergueï Lavrov et d'Antony Blinken de tracer ce nouveau chemin dont on espère que Genève sera l'une des étapes majeures !



Gisèle Durero-Koseoglu

Si la crise de la Covid-19 n'a épargné personne, elle a aussi généré des sources de complications inédites pour les Français de l'étranger établis hors d'Europe, qui n'en étaient déjà pas exempts. Et voilà que, lorsqu'arrive enfin le moment tant espéré des retrouvailles avec la famille, se dresse devant eux le nouvel épouvantail du pass sanitaire qui, dès le 1^{er} août, va devenir indispensable pour mener une « vie normale » en France. Certes, le ministre du Tourisme a déclaré se pencher sur le sujet. Mais nous attendons des décisions rapides et efficaces, sinon, nous serons victimes d'une discrimination de plus !

Car n'oublions pas que nous, Français de Turquie, avons déjà subi de nombreuses injustices !

D'abord, ce fut, en janvier 2021, la mesure nous stigmatisant en nous imposant un motif impérieux pour entrer

Le pass sanitaire, nouveau cauchemar des Français de l'étranger...

dans notre propre pays ; ensuite, ce fut l'obligation de la quarantaine de dix jours en dépit des deux tests PCR négatifs imposés avant et après le voyage. En ce qui me concerne, après mon arrivée en France début juin, la gendarmerie est venue me contrôler quatre fois, ce qui a suscité la défiance de mes voisins se demandant à juste titre pourquoi les forces de l'ordre me rendaient visite un jour sur deux. Et maintenant, nous courons le risque de ne pas obtenir de pass sanitaire étant donné que nos vaccins n'ont pas été injectés en France ou n'y sont pas homologués !



Serons-nous pénalisés pour avoir été trop obéissants et avoir fait preuve de civisme ? En effet, dès le printemps, il a été conseillé aux Français de l'étranger de se faire vacciner, lorsque c'était possible, dans leur pays de résidence. Pour les résidents en Turquie, dont je fais partie, ce fut donc le vaccin chinois, puisque jusqu'en mai, seuls les soignants bénéficiaient d'autres produits. Or, comme il n'est pas reconnu par la France, nous ne pouvons pas, pour le moment, obtenir de pass sanitaire. Je me suis rendue dans différents centres de vaccination dans le but, soit de faire valider mes vaccinations soit d'obtenir un rappel me permettant d'accéder à l'incontournable laissez-passer. Mais les médecins concernés, après avoir examiné d'un air suspicieux mon pass vert, dont ils ont trouvé la forme très esthétique, n'en ont pas moins déclaré le fond nul et non avenu. J'ai ainsi découvert avec stupeur que la condition pour obtenir

le sésame était d'avoir été vacciné en France ! Pourtant, est-il utile de rappeler au passage que beaucoup de Français de l'étranger sont astreints, pour conserver leur sécurité sociale française, à de fortes cotisations, plus élevées que celle de leurs compatriotes ?

Sans pass sanitaire, nos difficultés de déplacement entre la Turquie et la France risquent encore de s'aggraver et nous tomberons de Charybde en Scylla. Le séjour en France, tant attendu après une longue période d'empêchements, ne risque-t-il pas de se transformer en cauchemar s'il faut présenter un test PCR négatif de moins de 48 heures chaque fois que l'on envisage un autre programme que celui de rester cloîtré ? On espère donc que le gouvernement nous proposera vite une solution, y compris à celles et ceux ayant reçu des vaccins différents, sinon, il risque de nous transformer, une fois de plus, en citoyens de seconde zone !